

LES PIRATES LIBÈRENT 2 DES 27 OTAGES

Marins du *Blida* : la fin du cauchemar ?

Deux marins du vraquier Blida en otage dans les eaux somaliennes ont été relâchés hier pour des raisons humanitaires, selon le ministère des Affaires étrangères. Il s'agit d'un Ukrainien et de l'Algérien Azzedine Toudji, âgé de 52 ans, qui exerçait comme boulanger à bord du navire. Selon Nacereddine Mansouri, directeur d'IBC, les deux marins sont en bonne santé et à bord d'un bâtiment des forces internationales, se dirigeant vers un port «sûr».

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La nouvelle est tombée hier dans la matinée, provoquant un véritable vent de panique chez les familles des marins otages en Somalie. C'est en fait par un communiqué du ministère des Affaires étrangères, repris par les agences de presse, que la libération, pour des raisons humanitaires, de deux marins se trouvant à bord du vraquier *Blida*, a été annoncée.

La question qui était sur toutes les lèvres portait sur l'identité du marin algérien libéré. Le suspense prendra fin aux environs de midi quand le nom du marin a été communiqué aux familles. «Les deux marins ont eu des problèmes de santé et heureusement, ils ont pu être évacués par les forces internationales qui assurent la protection des convois humanitaires se rendant en Somalie. Ils se trouvent actuellement sur un de leurs navires», nous a déclaré, hier, M. Mansouri directeur général d'International Built Carriers (IBC), filiale de la Cnan et armateur du navire.

Selon notre interlocuteur c'est l'affrètement, qui est en contacts réguliers avec les pirates somaliens, qui s'est adressé au commandant de bord avant d'être renseigné sur l'état de santé préoccupant des deux marins. «L'affrètement jordanien Leaddarow a de ce fait demandé aux pirates de libérer les otages pour des raisons humanitaires, et cela a été fait», explique le premier responsable d'IBC. Ce dernier mettra en évidence le travail de sensibilisation effectué par les associations humanitaires actives en Somalie et qui ont participé aux négociations pour la libération des otages souffrants.

M. Mansouri précisera, par ailleurs, que les autorités algériennes suivent de près l'affaire et ont déjà entamé les démarches nécessaires pour le rapatriement du marin Azzedine Toudji dans les

meilleures conditions. «Le navire sur lequel se trouvent les deux marins du *Blida* devra maintenant arriver sur une côte sécurisée pour la prise en charge de ses deux passagers ayant pu quitter le vraquier *Blida*.»

Le directeur d'IBC dira, par ailleurs, que les deux marins sont en bonne santé. «Les familles ont vécu une grande émotion aujourd'hui et nous avons craint le pire, et il est temps que les nôtres soient tous libérés. Pour cela, nous lançons un énième message aux autorités de notre pays pour que les marins soient libérés avant que le pire n'arrive», a déclaré hier Aït Ramdane, fils d'un marin du *Blida*. Ce dernier fera savoir que les familles rencontreront aujourd'hui le directeur d'IBC pour faire le point sur la situation des otages. Selon l'armateur, les



Une libération qui augure un dénouement heureux.

négociations sont ininterrompues entre l'affrètement jordanien, qui a installé une cellule de crise en Grèce, et les pirates. Ceci d'autant que ces derniers ne détiennent actuellement qu'une dizaine de

navires dans les eaux somaliennes, les autres ayant déjà été libérés au cours des derniers mois. Le vraquier *Blida* est entre les mains des pirates depuis le 1^{er} janvier dernier quand il a été inter-

cepté au large du sultanat d'Oman alors qu'il se dirigeait vers le port de Monbasa, au Kenya. Le navire avait à son bord un équipage de 27 membres, dont 17 Algériens.

F.-Z. B.

AFFAIRE DGSN-ABM

La défense se retire du procès

Très attendue pour la journée d'hier, le procès de l'affaire opposant la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) à la société privée spécialisée dans la vente des produits informatiques, ABM, a été reporté sous huitaine. La décision a été prise par la présidente de la quatrième chambre près le tribunal de Sidi M'hamed, après que le collectif de la défense eut décidé de se retirer.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Un retrait que la défense explique par «le refus du tribunal correctionnel de donner suite à leur requête». En effet, celle-ci a demandé à la présidente du tribunal de «mettre à sa disposition un rapport signé par le défunt Ali Tounsi relatif à cette affaire».

Il s'agit, dit-on, d'un rapport rédigé par la commission désignée par l'ex-directeur général de la Sûreté nationale, Ali Tounsi, pour enquêter

sur cette «malversation». «C'est une question de principe conforme à la procédure judiciaire. Tout document cité dans l'affaire doit être versé dans le dossier», ont plaidé les avocats.

Cependant, la juge a poursuivi l'audience, mais face aux refus des prévenus d'être jugés sans la présence de leurs avocats, la décision du report du procès a été prise. A ce propos, il est à signaler que la présidente d'audience a déclaré

aux parties concernées que le procès «se tiendra la semaine prochaine, et ce, quelles que soient les circonstances».

Pour rappel, dans cette affaire, vingt-cinq personnes, dont dix-neuf fonctionnaires de police, vont devoir répondre des chefs d'inculpation de passation de marchés publics en violation de la législation, dilapidation de deniers publics et trafic d'influence.

Selon l'ordonnance de renvoi, les faits portent sur la passation de marchés «douteux» d'achats d'équipements informatiques par la Direction générale de la Sûreté nationale auprès de la société ABM. Selon l'accusation, «Oultache Chouaïb a usé de son influence sur la commission d'évaluation technique des offres, où il

siégeait, pour qu'elle choisisse la société ABM dans laquelle son gendre est actionnaire et également directeur général adjoint».

Des accusations que récusent les avocats de la défense. En effet, pour cette dernière, «il n'y a pas eu de violation de la réglementation des marchés ni collusion d'intérêts puisque le gendre d'Oultache ne détenait que 1,2% des actions d'ABM».

Quant aux trois autres prévenus, qui sont les premiers responsables d'ABM, ils sont accusés de complicité dans la dilapidation de deniers publics. L'affaire porte sur des marchés de fourniture de matériel informatique attribués de gré à gré à la société ABM après un appel d'offres infructueux.

A. B.

L'ÉTAT INVESTIRA DEUX MILLIARDS DE DOLLARS D'ICI À 2015

Tout pour les industries manufacturières publiques

Trois entreprises publiques de la branche textile, fermées dans la foulée du plan d'ajustement structurel des années 1990, seront rouvertes. Une nouvelle société de distribution des produits textiles et des chaussures ouvrira bientôt ses magasins. L'Etat compte relancer les industries manufacturières en misant sur des dizaines d'autres entreprises ayant échappé à la vague de la liquidation. Il devra investir deux milliards de dollars d'ici à 2015.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - La Société de gestion des participations Industries manufacturières (SGP-IM), qui gère le portefeuille des entreprises publiques des branches du textile de base, de la confection, du cuir et du bois, vient ainsi de se doter d'un business plan des plus ambitieux pour l'ensemble de ses entreprises, projetant de doubler d'activité et récupérer des parts de marché. Très peu d'entreprises du secteur ont survé-

cu à l'ouverture économique après 1990 et endurent jusqu'à maintenant une rude concurrence des importations.

M. Abdelhak Saïdani, P-dg de la SGP-IM, présent hier lors de la présentation du 2^e Salon national de la manufacture qui se tiendra du 19 au 25 octobre prochains, a longuement disserté sur ledit business plan. «Nous avons réalisé un chiffre d'affaires global de 25 milliards de dinars lors du tout dernier

exercice. C'est la première fois que nous arrivons à équilibrer la situation du portefeuille même si beaucoup d'entreprises sont déficitaires», se félicite M. Saïdani. Et de préciser : «Les 70 entreprises qui composent le portefeuille, organisées en quatre groupes, emploient près de 17 500 travailleurs. Nous réalisons le gros de notre chiffre d'affaires avec des institutions pour le cuir et le préfabriqué.»

Le business plan s'étalant sur cinq ans (2011-2015) consiste en l'assainissement de la situation des entreprises pour 70 milliards de dinars (dettes), l'investissement de 40 milliards de dinars dans l'acquisition d'un nouveau outil de travail (des investissements à réaliser dans deux ans au plus tard), et l'octroi de 25 milliards de dinars de

crédits bonifiés pour les besoins d'exploitation (fonds de roulement, sécurité sociale, assurance...). Soit un total de 140 milliards de dinars (2 milliards de dollars environ). Le plan inclut le recrutement et la formation de 6 000 travailleurs, dans le domaine de la confection textile, notamment. La main-d'œuvre du secteur est vieillissante et les entreprises du portefeuille devront se séparer de 7 500 travailleurs d'ici à 2015.

Ceci pour les entreprises qui tournent. Or, d'autres entreprises vont être rouvertes et d'autres seront créées. Il s'agit d'Elatex, complexe de filature de laine d'Oum El-Bouaghi, une structure qui dispose de deux unités autonomes, celles d'Aïn Beïda et de Meskiana. Les deux entreprises

seront rouvertes au même titre que Batitex de Chéraga, à Alger. Et une nouvelle société de distribution des produits textiles et des chaussures ouvrira bientôt ses magasins. L'Etat a cédé 50 locaux à la SGP pour les besoins de cette nouvelle chaîne de distribution qui emploiera 250 personnes pour ses débuts.

La SGP qui détient 10 % du marché projette d'atteindre 28 % d'ici à 2015, soit un chiffre d'affaires de l'ordre de 48 milliards de dinars, pour une valeur ajoutée de 17 milliards de dinars et un résultat brut d'exploitation de 7 milliards de dinars. «Nous sommes loin de la période où le secteur employait 200 000 travailleurs. C'est un secteur sinistré, il est vrai, mais je crois à sa relance», conclut M. Saïdani.

L. H.